

**EPREUVE BLANCHE
CONTROLEUR 1ère classe
Février 2025
Corrigé**

CFTC DGFIP

30 QCM :

Répondez aux questions suivantes, une seule réponse est correcte par question. Les mauvaises réponses seront pénalisées.

1-Quel est le taux employeur des fonctionnaires d'État sédentaires en matière de cotisations pour les pensions ?

- A-74,28 %
- B-11,1 %
- C-52,6 %
- D-32,6 %

A / alimente fictivement le CAS pensions

2-Le protocole d'accord du 6 mai 2024 sur les mesures indemnitaires à la DGFIP prévoit une augmentation des ACF au 1^{er} janvier 2024 et 1^{er} janvier 2025 qui seront au total de :

- A-650,50€ bruts annuels
- B-450,50€ bruts annuels
- C-550,50€ bruts annuels
- D-350,50€ bruts annuels

C-soit 10 points d'ACF au total (6 en 2024 et 4 en 2025).

3-Au niveau des mutations, quelle situation n'offre pas le droit à un rapprochement sur le département, toutes autres conditions étant remplies?

A-Rapprochement du lieu de résidence de l'enfant en cas de divorce ou séparation (y compris en cas de garde alternée).

B-Agent en situation d'invalidité et détenteur de la carte d'invalidité

C-Agent bénéficiant de la reconnaissance de qualité de travailleur handicapé (RQTH)

D-Rapprochement du lieu d'exercice de la profession du conjoint ou partenaire de PACS.

A-relégué au statut de critère supplémentaire.

4-Selon la Constitution de quel délai dispose l'Assemblée Nationale pour adopter le projet de loi de finances ?

A-80 jours

B-70 jours

C-60 jours

D-90 jours

B-e-fip n°99

5-Quelle direction à compétence nationale, le projet « Ariane » concerne-t-il ?

A-DNVSF

B-DVNI

C-ENFIP

D-DGE

C-ENFIP, le projet a pour principe l'utilisation du numérique pour faire face à des promotions plus importantes et instaurer la semaine 4+1.

6-Quelle nouvelle application concerne la sécurité des agents ?

[A-Sign@IFip](#)

B-SecuFip

C-AlerteFip

D-EcoFip

A-source : e-fip n°98

7-Ou sont implantés les deux centres de contact Pro qui ont ouvert au 1^{er} septembre 2024 ?

- A-Bastia et Ajaccio
- B-Toulouse et Pau
- C-Perpignan et Carpentras
- D-Reims et Châlons-en Champagne

C-soit un total de 10 CC des pros

8-Quel taux de TVA ne s'applique pas en France (Corse et DROM compris) ?

- A-2,1 %
- B-0,9 %
- C-8,5 %
- D-3,8 %

D / A taux réduit métropole-
C taux réduit DROM-
B-Taux Corse pour certains spectacles et ventes d'animaux

9-Quel taux d'abattement sur les loyers perçus pour les logements non meublés s'applique au régime micro-foncier ?

- A-40 %
- B-50 %
- C-30 %
- D-ce régime n'existe plus

C

10-Quelle mention doit être portée sur une facture émise par une entreprise bénéficiant de la franchise en base ?

- A-TVA non applicable, art. 294B du CGI
- B-TVA non applicable, art. 293B du CGI
- C-Franchise en base de TVA applicable
- D-TVA non applicable, art.292B du CGI

B-source : <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F21746>

11-Que veut dire PNCD ?

- A-Pole national du cadastre et de sa documentation
- B-Pole national de coordination des directeurs
- C-Pole national de comptabilité dédiée
- D-Pole national de contrôle à distance

D- source : <https://www.economie.gouv.fr/relocalisation-services-dgfip-septembre>

12-Lequel de ces objectifs est intégré dans la stratégie Accueil de Services Publics + ?

- A – Nous répondons par courriel à toutes vos demandes pour limiter notre empreinte écologique
- B – Nous traitons vos réclamations en moins de 15 jours
- C – Les réponses des services sont rédigées en français
- D – Votre avis est pris en compte pour améliorer le service rendu

D - https://ulyse.dgfip/sites/default/files/fichiers/roles/PM/PM_strategie_accueil/2307_EngagementsDetailles%20vdef.pdf

13-Quel applicatif de la DGFIP permet d'obtenir des informations liées aux actes de vente immobilière ?

- A- Banque Nationale de Données Patrimoniales
- B- Compte Fiscal des Particuliers
- C- Consultation Cadastrale
- D- Requêtes Foncières

A.

14-En France, en 2019, sur 1 000 euros de dépenses publiques, combien étaient consacrées à la protection sociale (retraites, santé, aides au logement, famille, autres solidarités) ?

- A-285 euros
- B-373 euros
- C-458 euros
- D-572 euros

D- source : <https://www.aft.gouv.fr/fr/argent-public>

15-Quel est le taux global (impôt sur le revenu + prélèvements sociaux) du PFU ?

- A-20 %
- B-25 %
- C-30 %
- D-40 %

C-source : <https://www.economie.gouv.fr/particuliers/prelevement-forfaitaire-unique-pfu>

16-En matière de succession, quel est le montant de l'abattement lorsque le défunt est le frère ou la sœur de l'héritier ?

- A-100 000 euros
- B-50 000 euros
- C-25 323 euros
- D-15 932 euros

D-<https://www.economie.gouv.fr/particuliers/droits-succession-simulateur#Exoneration>

17-Concernant les primes perçues par les médaillés olympiques français de 2024, laquelle de ces propositions est systématiquement fautive ?

- A-La prime peut bénéficier du principe de l'étalement.
- B-La prime peut bénéficier du principe de l'étalement et du lissage.

C-La prime peut bénéficier du principe de l'étalement et du quotient.

D-La prime peut bénéficier du principe du quotient.

C-<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2226-PGP.html/identifiant=BOI-RSA-BASE-10-20160530>

18-Combien y avaient-ils de SGC au 31 décembre 2023 ?

A-356

B-529

C-631

D-703

B-source : [file:///C:/Users/sylva/Downloads/\[RA23\]_DGFIP_100624.pdf](file:///C:/Users/sylva/Downloads/[RA23]_DGFIP_100624.pdf) (page 32)

19-Que veut dire CnoCP ?

A-Conseil de normalisation des comptes publics

B-Conseil national des comptes publics

C-Comptes nationaux de la comptabilité publiques

D-Comptes normalisés de la comptabilité publiques

A-[https://www.collectivites-locales.gouv.fr/finances-locales/le-referentiel-m57-la-foire-aux-questions#Modalit%C3%A9s%20d%E2%80%99application%20de%20la%20M%2057%20\(g%C3%A9n%C3%A9ralit%C3%A9s\)](https://www.collectivites-locales.gouv.fr/finances-locales/le-referentiel-m57-la-foire-aux-questions#Modalit%C3%A9s%20d%E2%80%99application%20de%20la%20M%2057%20(g%C3%A9n%C3%A9ralit%C3%A9s))

20-Laquelle de ces propositions est fausse ?

A-Il faut une délibération de l'assemblée délibérante en cas d'adoption volontaire du référentiel M57

B-L'avis du comptable public est nécessaire en cas d'adoption du référentiel M57 par option

C-Un budget annexe à autonomie financière (BR) peut être soumis dès sa création au référentiel M57 quand bien même le budget général reste soumis au référentiel M14.

D-Les centres de gestion de la fonction publique territoriale peuvent exercer l'option pour l'application du référentiel M57.

C-[https://www.collectivites-locales.gouv.fr/finances-locales/le-referentiel-m57-la-foire-aux-questions#Modalit%C3%A9s%20d%E2%80%99application%20de%20la%20M%2057%20\(g%C3%A9n%C3%A9ralit%C3%A9s\)](https://www.collectivites-locales.gouv.fr/finances-locales/le-referentiel-m57-la-foire-aux-questions#Modalit%C3%A9s%20d%E2%80%99application%20de%20la%20M%2057%20(g%C3%A9n%C3%A9ralit%C3%A9s))

21-Laquelle des dépenses en matière de services publics locaux n'est pas obligatoire ?

- A-Pompes funèbres
- B-Assainissement
- C-Gestion des déchets des ménages
- D-Cantine

D-<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/commande-publique/tarification-des-services-publics-locaux>

22-Quelle application est-elle utilisée pour gérer les habilitations informatiques des agents ?

- A-Madrhas
- B-Tocadd
- C-ORCFA
- D-Habilus

A-source : <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/ulyse/14917-informations-habilitations>

23-Quel est le taux de satisfaction des usagers du traitement de leur demande par les Maisons France Services ?

- A-plus de 95 %
- B-plus de 90 %
- C-Plus de 85 %
- D-plus de 80 %

B-<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/ulyse/54033-rapport-de-la-cour-des-comptes-sur-le-programme-france-services-limplication-de-la-dgfip>

24-En 2024, combien de services ont-ils été relocalisés à la DGFIP ?

A-23
B-9
C-17
D-32

B-<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/ulyse/52199-relocalisations>

25-Comment se nomme le dispositif prévu par l'article L131-7 du Code des juridictions financières ?

A-Dispositif d'alerte
B-Dispositif de mise en garde
C-Dispositif de signalement
D-Dispositif d'opposition

C-<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/ulyse/53325-dispositifs-de-signalement>

26-Dans quel délai suivant la publication de l'arrêté les communes et leurs EPCI doivent-elles délibérer si elles souhaitent instituer des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties au titre du nouveau zonage France Ruralités Revitalisation (RFF) ?

A-90 jours
B-120 jours
C-180 jours
D-30 jours

A-<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/ulyse/53715-zonage-france-ruralites-revitalisation-exonerations-de-fiscalite-directe-locale-publication>

27-Quelle loi de finances a mis en place l'expérimentation du Compte financier unique ?

A-2018
B-2019
C-2020
D-2021

B-<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/ulyse/42791-espace-cfu>

28-Quel est le niveau de satisfaction des ordonnateurs en 2023 vis à vis des missions de conseil des CDL ?

- A-58,6%
- B-72,8 %
- C-90,6 %
- D-81,7 %

C-file:///C:/Users/sylva/Downloads/Bilan%20activit%C3%A9_CDL_2023.pdf

29-Que veut dire OPRA ?

- A-Outil pour réduction anomalies
- B-Outil processus risque action
- C-Outil performance recherche anomalies
- D-Outil procédures risque anomalies

B-<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/ulyse/29112-les-supports>

30-Quel poids les contractuels pèsent-ils quasiment à la DGFIP ?

- A-3 %
- B-5 %
- C-7 %
- D-9 %

B-<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/ulyse/54025-un-memento-pour-accompagner-les-contractuels>

Répondez en 15 lignes maximum aux questions suivantes :

1-Quelles sont les missions de la cellule médiation interne de la DGFIP ?

La médiation interne de la DGFIP intervient depuis 2015 au soutien des collectifs de travail, pour prévenir ou résoudre des difficultés relationnelles au sein des équipes de travail.

Par la médiation relationnelle, elle régule et aide à résoudre des situations de tensions relationnelles collectives.

Par la médiation de projet et en prévention, elle accompagne un changement d'environnement et/ ou d'organisation, par la stimulation de la communication.

Dans une démarche entièrement volontaire, les personnes concernées recherchent par elles-mêmes, avec l'aide du médiateur, des solutions partagées pour restaurer ou préserver des relations de travail de qualité.

Source : <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/ulyse/1032-vie-de-lagent>

2-Quelles sont les conditions à remplir pour un agent de la DGFIP pour bénéficier d'un don de jours d'un enfant gravement malade, accidenté ou handicapé ?

A la DGFIP, les agents titulaires, stagiaires ou contractuels de droit public doivent remplir plusieurs conditions pour bénéficier d'un don de jours pour enfant handicapé, accidenté ou gravement malade. Ces conditions font référence à l'âge de l'enfant, le fait que celui-ci soit à la charge effective de l'agent et à l'état de santé de l'enfant.

L'agent peut bénéficier du dispositif jusqu'au 31 décembre des 20 ans de l'enfant. Il doit également en assumer la charge, avoir la responsabilité affective, éducative et assurer financièrement son entretien de façon effective et permanente. La garde alternée ouvre droit au don de jours. Enfin l'état de santé doit être la résultante d'une maladie, accident ou handicap particulièrement graves qui nécessitent une présence soutenue à ses côtés attestée par le médecin traitant.

Ces conditions remplies, l'agent dépose une demande de dons de jours qui ne pourra excéder 90 jours par an par agent.

Source : fiche RH sur les dons de jours disponible sur Ulysse

3-Pour chaque taux réduit de TVA en France, donnez son pourcentage et au moins trois exemples (hors Corse et DROM) ?

En France, il existe différents taux réduits de TVA applicables.

Le taux réduit de 10 % s'applique notamment au transport de voyageurs, l'hébergement, à la location meublée, les terrains de camping classés, la restauration, aux médicaments non remboursables, aux droits d'entrée (cinémas, fêtes foraines, musées, zoos, sites culturels).

